La question de la semaine

PHILANTHROPIE ET FONDATION ABRITEE

Situation de fait :

Votre cliente, n'ayant pas d'ayant-droits, souhaite créer une fondation portant sur la recherche médicale. Elle dispose d'un patrimoine de l'ordre de 15M€.

La priorité de la cliente est que nous puissions conserver « la main » sur la gestion des capitaux sur le long terme (y compris de son vivant et après sa mort).

La stratégie serait de créer une fondation de flux de son vivant et qu'à son décès, la majeure partie de son patrimoine soit léguée à cette fondation.

Deux alternatives possibles :

1. Soit elle crée une fondation abritée auprès d'une fondation abritante (type Fondation de France ou autre). Quid de la gestion des capitaux ? Cela sera forcément géré par la fondation abritante ? Avez-vous connaissance de fondations abritantes nous permettant de conserver les actifs gérés par notre intermédiaire ?
2. Soit elle crée une fondation ex-nihilo. Dans ce cas, quels types de placements peut-on proposer pour une fondation ? Quelles sont les contraintes des assureurs pour ce type de souscription ? Est-il possible de subir des potentielles pertes en capital ? Quels sont le ticket minimum pour la mise en œuvre d'une fondation ex-nihilo à votre avis ?

Éléments juridiques :

Aux termes de la loi du 23 juillet 1987, modifiée par l'article 20 de la loi du 4 juillet 1990, peut être dénommée fondation abritée "l'affectation irrévocable, en vue de la réalisation d'une œuvre d'intérêt général et à but non lucratif, de biens, droits ou ressources à une fondation reconnue d'utilité publique dont les statuts ont été approuvés à ce titre, dès lors que ces biens, droits ou ressources sont gérés directement par la fondation abritante affectataire, et sans que soit créée à cette fin une personne morale distincte".

Une fondation sous égide (ou abritée) est une structure abritée par une fondation abritante reconnue d'utilité publique, qui en assure la gestion et le fonctionnement. C'est la fondation abritante qui l'héberge qui gère son budget.

Elle n'a pas de personnalité morale et juridique distincte de la fondation qui l'abrite mais bénéficie des avantages de la fondation abritante.

I. Fondateurs

Les fondateurs (personne physique ou morale de droit privé ou public) d'une fondation abritée doivent posséder les mêmes caractéristiques que ceux susceptibles d'appartenir à une fondation reconnue d'utilité publique.

Le projet de fondation abritée doit être accepté par la fondation abritante.

Sous réserve que leurs statuts les y autorisent expressément, les fondations sous leur égide peuvent être abritées par :

- les fondations reconnues d'utilité publique,
- les fondations de coopération scientifique,
- les fondations partenariales.

Par exemple, l'Institut de France, de la Fondation de France, de la Fondation pour l'enfance, Fondation Entreprendre, Fondation Hospitalière Ste Marie.

II. Financement

Une fondation abritée est financée par :

- des dons, donations ou legs,
- les revenus provenant de ses placements financiers.

Elle dispose donc d'une autonomie financière.

Elle doit constater un flux annuel (ou des revenus annuels) d'au moins 40 à 50.000 € par an, pendant 5 ans.

III. Convention de fonctionnement

Les fondateurs de la fondation abritée passent un contrat appelé convention avec la fondation abritante (ou avec l'Institut de France).

Cette convention détaille les conditions dans lesquelles la fondation abritante (ou avec l'Institut de France) :

- accepte les dons, donations ou legs, avec les charges qui y sont associés,
- gère sur un compte séparé les ressources de la fondation abritée,
- et emploie ces ressources aux fins déterminées par les fondateurs.

La convention peut également prévoir :

- une rémunération de la fondation abritante pour les services rendus,
- le devenir de la fondation abritée en cas de dissolution de la fondation abritante.

IV. Investissement

Les fondations peuvent investir dans des contrats de capitalisation (avec des sous-jacents type UC, OPC, SCPI), des comptes titres...

Aucunes restrictions particulières ne sont prévues sauf dans l'hypothèse où les statuts de la fondation interdisent les investissements à risque.